

Avec les anarcho-syndicalistes grecs - « Transformer la défaite du capital en une victoire réelle de la classe ouvrière »

Quelles suites à la victoire du « non » ?

jeudi 9 juillet 2015, par [Alternative libertaire](#) (Date de rédaction antérieure : 6 juillet 2015).

Avec les anarcho-syndicalistes grecs, Alternative libertaire appelle à « transformer la défaite du capital en une victoire réelle de la classe ouvrière ». Il faut socialiser les banques, confisquer les entreprises qui ont fait du chantage au salaire et procédé à des lock-out déguisés, et les placer sous le contrôle des travailleuses et des travailleurs. Rompre avec le capitalisme est la seule façon de sortir de la crise.

Sommaire

- [Une victoire du oui aurait \(...\)](#)
- [Le changement ne viendra \(...\)](#)
- [Les anarcho-syndicalistes \(...\)](#)

Lors du référendum organisé par le gouvernement Tsipras le 5 juillet 2015, le peuple grec a massivement dit « non » au plan d'accord soumis par la Troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) lors de la réunion de l'Eurogroupe du 25 juin 2015.

Le « oui » était soutenu par la quasi totalité des dirigeants européens ainsi que par les médias bourgeois.

En Grèce, ce référendum a marqué un profond clivage de classe. Pendant une semaine, le pays a vécu au rythme des manifestations pro-oui et pro-non. Le oui était ardemment défendu par les classes possédantes, par la jeunesse dorée, par le Medef grec allié à la bureaucratie syndicale de la GSEE, par le Pasok (social-démocratie) et par la droite, était martelé sans discontinuer par les télévisions privées, était réclamé par les banques et les entreprises, dont certaines ont même fait du chantage au versement des salaires...

Le non a été porté par les classes populaires et défendu par les forces politiques et syndicales qui défendent ses intérêts, dont les anarcho-syndicalistes. Les souverainistes et les néonazis d'Aube dorée ont également appelé à voter non, mais la mobilisation de rue a principalement fait exister le non « social » et marginalisé le non nationaliste.

Une victoire du oui aurait été catastrophique

Une victoire du oui à ce nouveau programme d'austérité aurait été catastrophique pour le prolétariat grec et l'aurait une nouvelle fois livré à la curée des capitalistes européens. En refusant

ce plan d'accord, il a sans doute voulu montrer qu'il était capable de relever la tête et qu'il refusait de laisser une poignée de technocrates, de banquiers et d'armateurs décider de son sort.

Mais il ne faut pas se faire d'illusions sur les conséquences de ce référendum avant tout destiné à ressouder dans les urnes le bloc social hétéroclite qui avait porté Syriza au pouvoir.

Après avoir beaucoup cédé lors de négociations interminables, sans avoir quasiment rien obtenu, et après avoir constamment revu à la baisse les ambitions déjà timorées du programme de Thessalonique, Alexis Tsipras, menacé d'être lâché par une partie de son électorat et par la base de Syriza, n'avait d'autre choix que de faire prendre à son gouvernement un bain de souveraineté populaire.

Le changement ne viendra pas d'un gouvernement de gauche plus ou moins radical

Si on peut se réjouir du camouflet infligé aux défenseurs de l'austérité en Europe, nous gardons en tête que ce référendum n'est absolument pas une fin en soi et que ce n'est pas cela qui empêchera les capitalistes européens de poursuivre leur offensive... ni les capitalistes russes ou chinois de vouloir arracher leur part du gâteau !

Le gouvernement Tsipras aura beau se démener pour parvenir à un accord moins désastreux, aucune amélioration durable des conditions de vie du prolétariat grec ne pourra être obtenue tant que le système capitaliste, fondé sur la loi du profit, restera en place.

Le changement ne viendra pas d'un gouvernement de gauche plus ou moins radical, il viendra de la capacité des travailleurs et des travailleuses à s'unir et à s'organiser de manière autonome pour abattre le pouvoir capitaliste et remettre les richesses dans les mains de celles et ceux qui les produisent.

Les anarcho-syndicalistes grecs appellent à une scission dans la GSEE, pour refonder un syndicalisme de lutte

L'Initiative anarcho-syndicaliste Rocinante défend ainsi l'idée qu'il faut socialiser immédiatement les banques, et confisquer les entreprises qui, la semaine dernière, ont fait du chantage au salaire et procédé à des lock-out déguisés, et les placer sous le contrôle des travailleuses et des travailleurs.

Il ne faut pas attendre ces mesures du gouvernement Syriza, mais d'un mouvement ouvrier régénéré. Rocinante appelle donc tous les syndicats et les syndicalistes restés fidèles à la classe ouvrière à quitter la GSEE, confédération bureaucratique pourrie jusqu'à l'os, pour bâtir un syndicalisme neuf, réorganisé sur des bases nouvelles, démocratiques et de classe.

Pour Rocinante, il faut empêcher, par le rapport de forces sur les lieux de travail et dans les syndicats, le retour du gouvernement Syriza à la table des négociations avec l'Eurogroupe, juste pour obtenir un compromis moins douloureux.

Ainsi, ce référendum ne doit pas faire naître d'illusions sur la possibilité d'une transformation sociale par en haut.

Avec nos camarades de Rocinante, nous appelons à « transformer la défaite du capital en une victoire réelle de la classe ouvrière » et nous continuerons à témoigner de notre solidarité, par-delà

les frontières, avec celles et ceux qui luttent pour un avenir débarrassé du capitalisme et de toutes les formes d'exploitation.

Alternative libertaire, le 5 juillet 2015

P.-S.

* « Quelles suites à la victoire du « non » ? » :

<http://www.alternativelibertaire.org/?Grece-Quelles-suites-a-la-victoire>